

LE CONSEIL DES MINISTRES DÉCIDE QUE LES MOBILISÉS RETROUVERONT LEUR EMPLOI

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.606. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

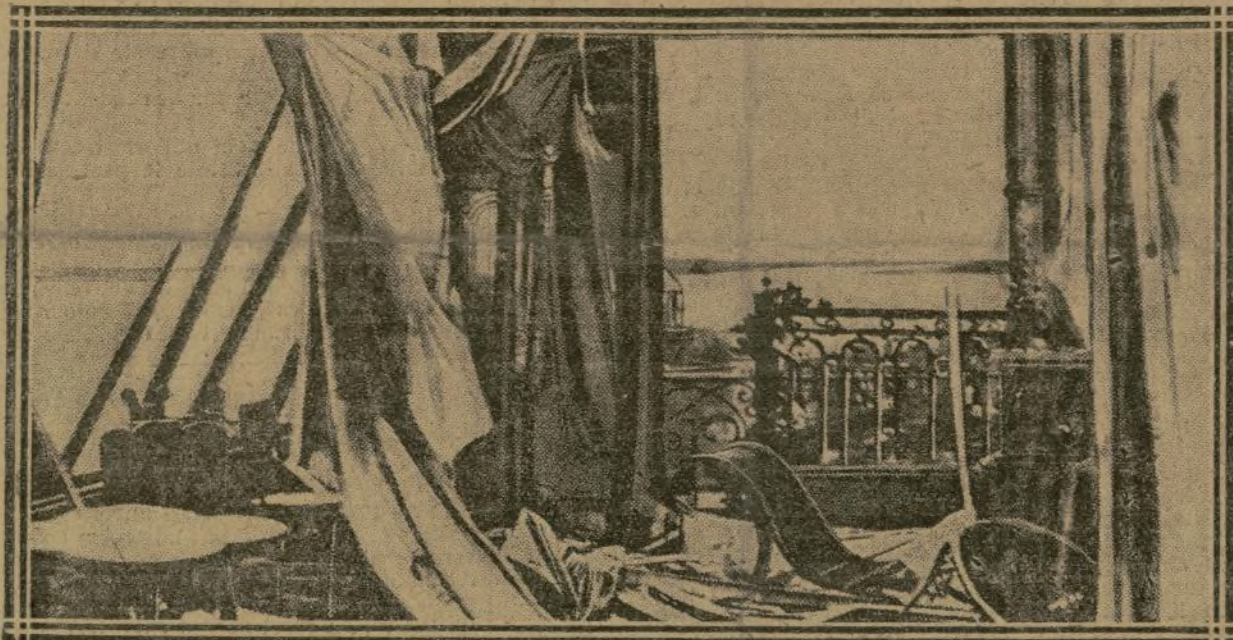
« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON.

Jeudi
3
JANVIER
1918

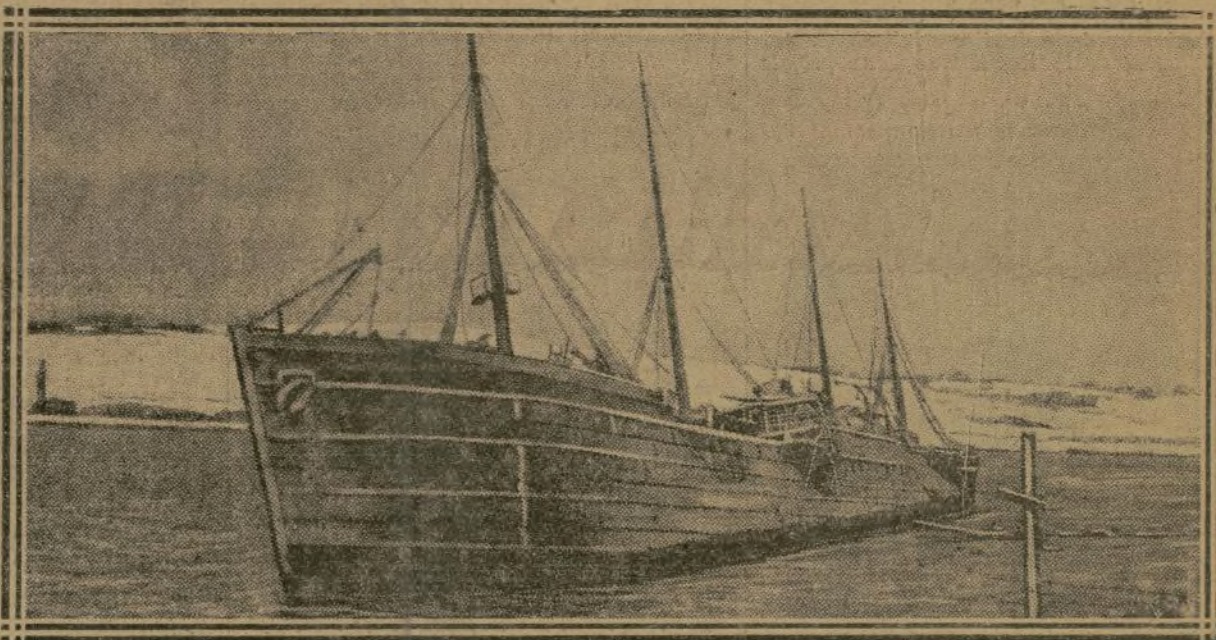
RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 1500
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^d des Italiens. Tél. : Cent. 80-88
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

LES EFFETS DE LA FORMIDABLE EXPLOSION D'HALIFAX

Voici les premières photographies arrivées hier à Paris



D'UN ATELIER DÉTRUIT, ON APERÇOIT LE LIEU DU SINISTRE



LE BATIMENT "IMO", QUI PROVOQUA LA CATASTROPHE



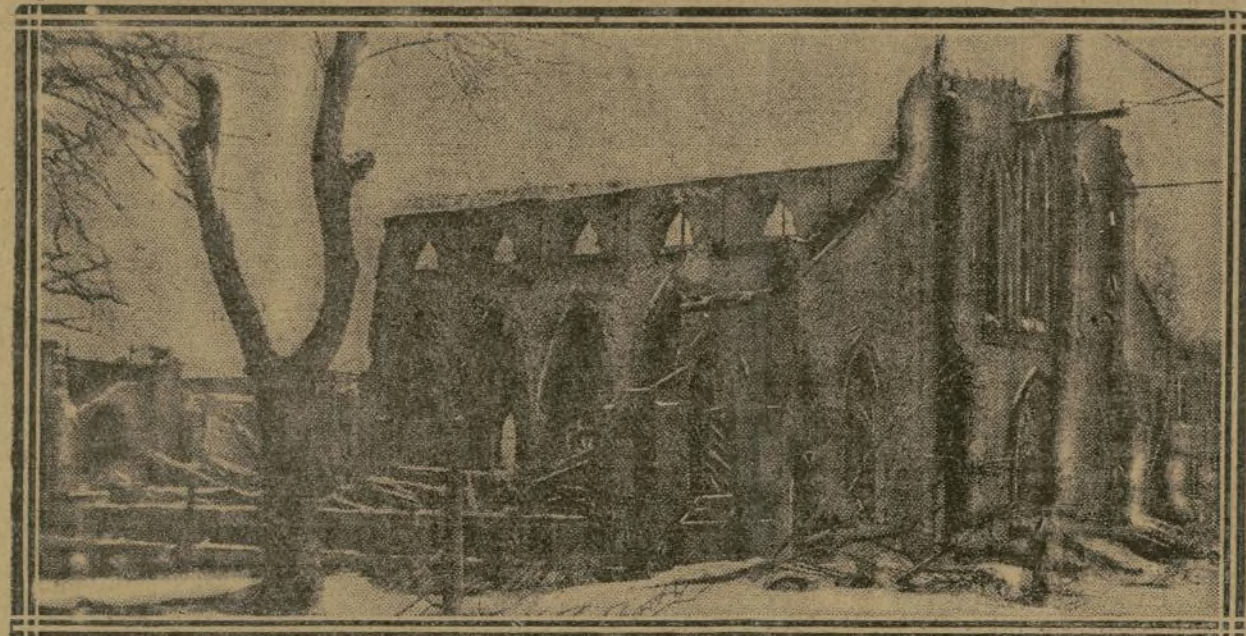
UNE ARRESTATION DE SUSPECTS A NEW-YORK



BRANCARDS POUR HALIFAX



LE TRANSBORDEMENT DES BLESSÉS PAR TRAIN SPECIAL



UNE ÉGLISE DÉTRUITE A 2 KILOMÈTRES 500 DE L'EXPLOSION



DES MARINS RECHERCHENT LES CADAVRES DANS LES DÉCOMBRES



VUE GÉNÉRALE DE RICHMOND ET D'HALIFAX EN RUINES. — AU CENTRE, TOUT CE QUI RESTE DE LA GARE DE RICHMOND

On se souvient de l'effroyable catastrophe qui détruisit Halifax, l'importante cité canadienne. Un bâtiment de la Société de Secours à la Belgique, l'"Imo", heurta de l'avant un navire chargé de munitions, le "Mont-Blanc", qui explosa, tandis que l'"Imo" avait

le temps de faire machine arrière. Une grande partie d'Halifax fut détruite de fond en comble et des monuments furent réduits en ruines jusqu'à trois kilomètres du lieu du sinistre. C'est la plus effrayante catastrophe de ce genre qu'on ait jamais eu à enregistrer.

D'IMPORTANTES DÉCISIONS ONT ÉTÉ PRISES HIER EN CONSEIL DES MINISTRES

La réintégration des mobilisés dans leurs emplois d'avant-guerre est garantie par un projet de loi. Les bâtiments de la marine marchande sont placés, par décret, sous les ordres directs de l'Etat.

Les ministres se sont réunis, hier matin, en Conseil à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

Le fonctionnement des services judiciaires sera amélioré

Le ministre de la Justice a fait signer par le président de la République deux projets de loi :

L'un ayant pour objet diverses mesures tendant à améliorer le fonctionnement des



M. COLLIARD

M. LÉMER

(Travail) (Marine marchande)

services judiciaires pendant la durée de la guerre.

L'autre instituant un concours pour un certain nombre de places d'auditeurs au Conseil d'Etat. Le concours sera réservé exclusivement aux réformés et blessés de la guerre.

Une loi garantira le maintien de leur travail aux mobilisés

Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale a soumis à la signature du président de la République :

LES EMPLOIS DES MOBILISÉS. — LA MARINE MARCHANDE

Le Conseil supérieur du Travail s'était déjà occupé le 10 octobre de résoudre la question des emplois des ouvriers et employés mobilisés.

Le projet de loi garantissant leur emploi aux ouvriers et employés mobilisés sera déposé dès la rentrée et soumis à l'examen de la commission du travail de la Chambre, qui est d'ailleurs déjà saisie de propositions d'initiative parlementaire ayant le même objet.

Rappelons, à ce sujet, que le conseil supérieur du travail, habituellement consulté par le ministre sur la préparation des lois concernant le travail et la prévoyance sociale, s'était occupé de la question de la « garantie du travail aux ouvriers et employés atteints par la mobilisation » dans sa séance du 10 octobre. Il avait adopté les textes suivants. On en retrouvera certainement la trace dans le projet gouvernemental :

ARTICLE PREMIER. — Les administrations et entreprises publiques ou privées, toutes les fois que la reprise de l'ouvrier ou employé sera possible, garantir à leur personnel mobilisé l'emploi que chacun occupait au moment de la mobilisation.

Il sera tenu compte, à l'égard des administrations et entreprises, des modifications profondes intervenues depuis le début de la guerre : destruction d'établissements, grosses modifications dans le genre de travail, perte de clientèle, etc.

Il sera tenu compte, à l'égard des ouvriers et employés, des maladies, blessures ou infirmités de nature à modifier notablement leur aptitude à l'emploi qu'ils occupaient avant la mobilisation.

S'il est resté apte à l'emploi, l'ouvrier ou employé sera repris au moins au taux normal et courant de la rétribution de cet emploi dans l'établissement, sans que le taux de son salaire ou de ses appointements soit inférieur à celui qui lui était attribué avant la guerre.

Art. 2. — Les contrats conclus à durée déterminée reprendront, sauf impossibilité, pour la durée restant en cours au moment de la mobilisation.

Art. 3. — Dans les administrations et établissements de l'Etat, des départements et des communes, il sera tenu compte aux intéressés des règles d'avancement dont ils auraient pu bénéficier durant leur absence.

Dans le cas où la capacité de travail de certains hommes serait diminuée par la maladie ou la mutilation, et dans le cas où l'organisation intérieure de tel ou tel établissement ou administration aurait subi de telles modifications qu'il serait impossible de donner à chacun la place exacte qu'il occupait au moment de la mobilisation, il y aurait lieu, néanmoins, de réserver à ces hommes des situations à peu près analogues et équivalentes.

Art. 4. — La preuve que la reprise du contrat est impossible incombe à la partie qui se prévaut de cette impossibilité. Faute de cette preuve, des dommages et intérêts seront accordés dans les conditions prévues par l'article 23 du livre 1^{er} du code du travail.

Art. 5. — Seuls pourront bénéficier des dispositions de l'article 1^{er} les ouvriers ou employés occupés dans l'établissement depuis au moins trois mois avant la mobilisation.

Pour être valable, la demande de réintégration de tout ouvrier ou employé devra être notifiée dans le délai de quinze jours qui suivra sa libération ou le terme de son hospitalisation et de sa convalescence.

Le conseil du travail avait émis en outre le vœu que la reprise des hommes rentrés dans leurs foyers se fût faite, là où elle ne pouvait être que successive, d'après le rang d'ancienneté dans la maison, en donnant, parmi les plus anciens, la préférence à ceux qui sont le plus chargés de famille.

1^{er} Un projet de loi ayant pour objet de garantir leur travail ou leur emploi aux ouvriers et employés atteints par la mobilisation générale ;

2^o Un décret de promulgation de la loi concernant la rééducation professionnelle et l'Office national des mutilés et réformés de la guerre, dont le fonctionnement se trouve réduit du fait de la rééducation professionnelle et de la réadaptation au travail.

La réception des produits métallurgiques

Le ministre du Commerce a fait signer par le président de la République un décret créant une commission technique qui aura pour mission d'étudier et de tenir à jour l'unification des cahiers des charges relatifs à la réception des produits métallurgiques.

Les laits condensés devront être déclarés

Il a, sur la proposition du ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, fait signer un décret imposant la déclaration du lait condensé ou concentré, de la poudre de lait, ou de tous autres produits obtenus par le traitement du lait en vue de sa conservation.

La marine marchande placée sous les ordres de l'Etat

Sur la proposition du sous-secrétaire d'Etat des Transports maritimes et de la Marine marchande, il a fait signer un décret plaçant tous les navires marchands français sous les ordres directs de l'Etat. L'emploi de tous les navires français, alliés ou neutres à la disposition de la France sera centralisé et réglé par le sous-secrétaire d'Etat des Transports maritimes et de la Marine marchande.

Titularisation de préfets

Le ministre de l'Intérieur a soumis à la signature du président de la République quelques titularisations de préfets qui n'avaient été nommés que pour la durée de la guerre.

Nous avons examiné ici le double point de vue du gouvernement et des grands armateurs de France relativement à la marine marchande.

Le décret plaçant tous les navires marchands français sous les ordres directs de l'Etat vise, d'une façon particulière, les titulaires, les ordres de chargement et les taux de fret, qui seront désormais fixés par le gouvernement.

La Chambre vient d'ailleurs d'incorporer dans le projet de loi prévoyant des sanctions pour les infractions aux arrêtés du ministre du Ravitaillement une disposition de M. Fernand Bouisson, acceptée par M. Lémer, sous-secrétaire d'Etat de la Marine marchande, donnant au gouvernement la faculté de réquisitionner la flotte de commerce.

L'opinion des armateurs

On vient de voir que, au conseil des ministres d'hier, a été signé le décret plaçant sous le contrôle direct de l'Etat tous les navires marchands français.

Cette mesure équivaut-elle à la réquisition dans toute sa rigueur ?

C'est ce que nous sommes allés demander au directeur d'une des plus importantes compagnies de navigation, qui nous a répondu dans les termes suivants :

Non, il ne s'agit pas de réquisition, car la gestion des compagnies leur reste entière, et la mesure dont vous m'avez parlé n'est, en réalité, pas nouvelle.

Le décret d'hier ne fait donc que rendre officiel un état de choses qui existait en fait depuis quelque temps déjà.

L'Etat se réserve le contrôle du fret, des destinations de nos navires et des prix de ce même fret.

Mais ce contrôle de direction ne se substitue pas, je vous le répète, à la gestion que conservent les compagnies.

D'ailleurs, sachez que cette mesure, avant d'être proposée au conseil des ministres, avait été discutée d'accord avec les administrateurs des compagnies intéressées. Ceux-ci, qui, depuis le commencement de la guerre, n'ont pas ménagé leur effort, ont accepté ce nouveau sacrifice, heureux s'il peut être profitable à la patrie.

Il s'agit donc, en compensation, l'Etat ne restreindra pas sa collaboration aux seules nécessités de la guerre et que, plus tard, il aidera les compagnies à reconstituer leurs flottes cruellement éprouvées par les nécessités de la défense nationale.

Reconstitution de notre flotte — moins encore : possibilité de terminer certains de nos navires en chantier, voilà, en effet, pour nous la question primordiale, celle sur laquelle nous ne cessons d'insister depuis des mois.

On nous fait à ce sujet des promesses formelles qui, nous l'espérons, se réaliseront un jour, car notre intérêt est, sur ce point, intimement lié à celui du pays.

M. Tardieu à New-York

New-York, 2 janvier. — M. André Tardieu, haut commissaire français, est arrivé hier, venant de Paris.

Il était accompagné de M. Gillot, secrétaire général du haut commissariat, et de M. Casenave, ministre plénipotentiaire.

L'ÉTRANGE AVENTURE D'UNE PARISIENNE ET DU KRONPRINZ

Elle nous est contée par M^{me} Marthe Bouté qui passa deux ans et demi en pays envahi.

Nous avons eu l'occasion de rencontrer, ces jours derniers, une jeune Parisienne, Mme Marthe Bouté, qui a passé de longs mois en territoire envahi et qui ne dut qu'à son audace de reprendre le chemin de Paris. L'aventure, aussi bien, est curieuse et vaut d'être contée. Mais le mieux est de laisser ici la parole à Mme Bouté. Voici ce qu'elle nous a rapporté :

Dans les derniers jours de juillet 1914, je me trouvais dans les environs de Mézières, où je m'étais rendue pour accompagner mon petit garçon, qui devait passer ses vacances chez des amis que nous avons là-bas. Les événements se précipitèrent : la guerre éclata, et l'invasion me surprit aux Ayvelles. Il nous fut impossible de partir, et, pendant deux ans et demi, nous dûmes vivre sous le joug des barbares.

Je vous fais grâce de toutes les vexations qu'on nous fit subir. Elles sont légères comparées à celles que supportèrent ceux qui se trouvaient dans d'autres régions. Cette douceur relative de l'occupation ennemie doit être attribuée, par là, à la présence des membres de la famille impériale au quartier général du kaiser ou au château de Bel-Air, propriété de Mme Renand.

Ils voulaient créer une « légende ». Tristement, les mois s'écoulaient. Notre seule distraction consistait à regarder passer les automobiles impériales ou se trouver le kaiser, entouré d'une brillante escorte et causant familièrement avec le général von Falkenhayn ou le comte von Arnim.

Le kronprinz venait aussi assez souvent dans la région, conduisant presque toujours lui-même une rapide auto découverte, à la carrosserie longue, basse sur roues et assez semblable à une voiture de course.

A diverses reprises, je me présentai à la kommandantur pour exposer ma situation d'étrangère au département et demander d'être rapatriée en France. Mais je me heurtai toujours à un refus de MM. les officiers, agacés de quelques-unes de ces plaisanteries lourdes comme les hobeaux d'outre-Rhin savent seuls en trouver.

Exaspérée par ces tracasseries, je résolus d'avoir recours à un moyen audacieux. J'apprenis un jour que le kronprinz Frédéric-Guillaume viendrait, dans les environs des Ayvelles. Par un bel après-midi d'été — le 16 août 1916 — je partis me promener à pied sur la route de Sedan à Mézières. L'héritier du trône devait passer par là. Mon attente ne fut pas de longue durée. Un peu avant 3 heures, je vis arriver sa voiture.

Résolument, je me plaçai au milieu de la route, je levai les bras et je fis signe d'arrêter. L'auto stoppa. Je m'approchai de la voiture. Le kronprinz, qui se trouvait au volant, me regardait avec des yeux ébahis. Les deux officiers qui l'accompagnaient paraissaient encore plus surpris de mon audace. En me voyant avancer, tous deux sortirent leurs brownings et les braquèrent sur moi.

— Arrière ! Arrière ! crièrent-ils.

— Que voulez-vous, demanda violemment le conducteur.

— Etes-vous le kronprinz ?

— Mais... je le crois, dit-il.

— En ce cas, je vous serais obligée de bien vouloir m'accorder quelques minutes d'audience pour vous exposer ce que je désire. Acceptez-vous ?

— Certainement, dit-il.

Puis il ajouta, insolentement galant :

— Et c'est moi qui viendrai vous voir.

Sur ces mots, après s'être informé de mon nom et de mon adresse, le kronprinz démarra en quatrième vitesse.

Le visite ne se fit pas longtemps attendre. Le 23 août, vers 6 heures du soir, une auto arriva en trombe et s'arrêta devant la porte de ma demeure. Le kronprinz en descendit.

— Ma maison n'est pas un palais, lui dis-je : c'est une ferme. Veuillez entrer, il ne vous sera fait aucun mal sous mon toit.

Je m'effaçai pour le laisser passer ; mais le kronprinz refusait, disant avec un peu trop d'ostentation et, sans doute, pour que ce fut rapporté :

— Après vous, après vous, je vous en prie ! L'honneur aux dames...

On venait de battre le beurre. Il sembla s'intéresser à la fabrication, puis il s'assit et demanda d'un ton qu'il s'efforçait d'adoucir :

— Ainsi, vous voulez rentrer en France ?

— Je crois toujours être en France, lui fis-je observer, mais je désire revenir à Paris, où se trouve ma famille.

Il ne releva pas ma réponse et poursuivit avec rudesse :

— Que ne vous adressez-vous à la kommandantur ?

— Je l'ai fait, monsieur, mais vos officiers se croient très spirituels en me répondant « d'adresser une carte postale au général Joffre » ou encore « de me faire recommander par M. Poincaré ». Ce sont là les raisons qui m'ont fait prendre la liberté d'arrêter votre voiture au passage.

Après quelques secondes de réflexion, le prince me dit :

— Je vais me renseigner et, s'il en est ainsi que vous le dites, vous partirez avec le premier convoi de rapatriés.

L'entretien était terminé.

Le prince se leva et, avant de prendre congé, il ajouta sur un ton manifestement ironique :

— Comment pouvez-vous vous résoudre à quitter les Ardennes ? Quel beau pays ! Il me séduirait infiniment. Ses bois sont giboyeux, ses rivières poissonneuses... Il me plaît à tel point qu'après la guerre je voudrais venir comme JUGE DE PAIX aux Ayvelles...

C'est sur ces mots que finit le récit de Mme Marthe Bouté, qui, ses propos ayant été reconnus exacts, revint en France par un des prochains convois de rapatriés.

C'est égal : le grand ordonnateur des libérations de Verdun aspirait à rendre la justice sous un chêne... Que n'y songeait-il avant la guerre ? — LOUIS CHASSERAUD.

UNE NOTE COMMINATOIRE DE LENINE ET DE TROTSKY AU GOUVERNEMENT ROUMAIN

Le Conseil des Commissaires du peuple propose l'indépendance de la République finlandaise. — Un télégramme, de source allemande, affirme que la Russie va ravitailler l'Allemagne en blé.

PETROGRAD, 1^{er} janvier. — Trotsky a adressé, il y a trois jours, une note comminatoire au ministre de Roumanie, lui demandant de fournir dans un délai de 24 heures des explications au sujet de l'occupation par les troupes roumaines du bourg de Leheve ainsi que d'autres villages de Bessarabie ; de l'arrestation des membres du Comité révolutionnaire au bourg de Sokoly — parmi lesquels se trouve Rochal, étudiant connu de Cronstadt — et des rapports établis avec Kaledine.

Le ministre de Roumanie, M. Diamandi, dans une réponse calme et conciliante que l'« Ivestia » juge cependant non satisfaisante, a déclaré ignorer les faits précités et explique, au sujet des relations avec l'Ukraine et les Cosaques, que c'est une situation qui découle d'accords antérieurs avec la Russie qui autorisent la Roumanie à s'approvisionner en Russie en compensation des réserves de blés que la Roumanie a remises à la Russie au moment de l'invasion.

Le ministre donne ensuite connaissance des excès auxquels se livrent les soldats russes en Roumanie, où des divisions entières, sans attendre des ordres précis sur la démobilisation régulière et ignorant leur route, sans approvisionnement, quittent le front, dévastent, pillent et incendient les villages environnants et provoquent des collisions entre les armées, faits dont les populations roumaines ont à souffrir.

Dans l'intérêt même des troupes russes et de la population roumaine, le gouvernement roumain, pour éviter une véritable catastrophe, a dû intervenir et empêcher une démobilisation précipitée et désorganisée.

Le passage suivant de la note de Trotsky donne la mesure des termes dans lesquels celui-ci s'adressait au ministre de Roumanie :

« Nous croyons devoir prévenir la légation de Roumanie que, sur le territoire de la révolution russe, nous ne tolérerons plus aucune répression ni contre les citoyens russes, ni contre les socialistes révolutionnaires roumains.

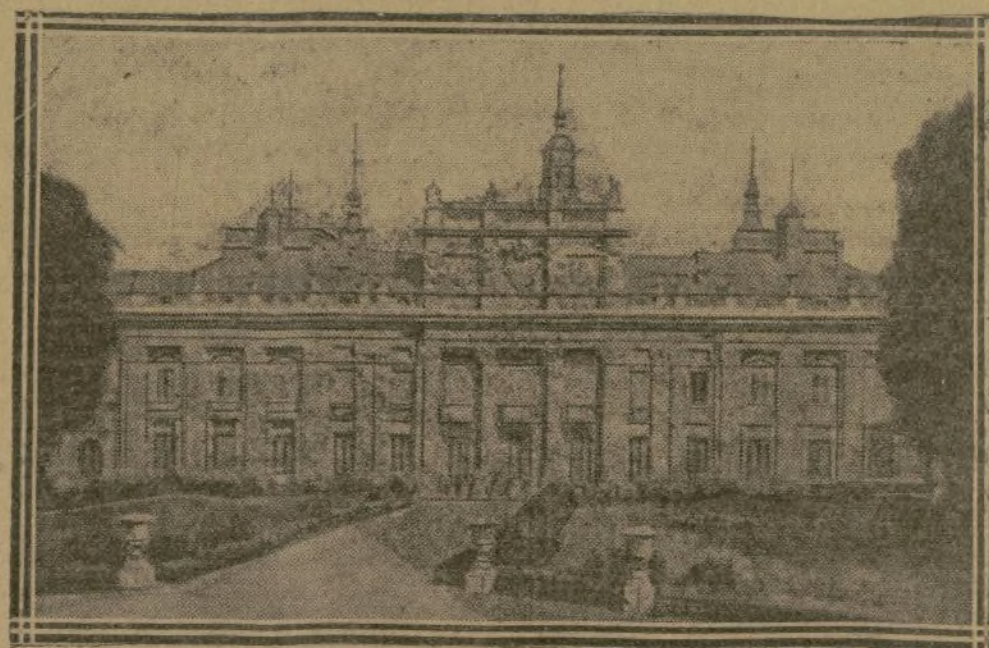
« Nous prévenons, par votre intermédiaire, toutes les autorités de Roumanie que le pouvoir du Soviet ne s'arrêtera pas devant les mesures les plus sévères contre les conspirateurs roumains en rapport avec le général Kaledine et la Rada, sans tenir compte du poste occupé par eux dans la hiérarchie de la Roumanie. (Havas.)

Nous avons donné connaissance de cette dépêche à une personnalité roumaine particulièrement avertie.

Il est indéniable, nous a-t-elle déclaré, que la situation est tendue entre deux pays dont l'un ne veut plus se battre alors que l'autre est décidé à poursuivre la guerre. La Roumanie — sachant ce qu'elle faisait — s'est rangée à côté de l'Entente : sa défection brusque, totale, est la dernière des éventualités qui se puissent envisager. Au moment où l'on pouvait croire que l'armistice lui serait imposé, tous les gens avisés ont jugé que l'on pouvait faire confiance aux événements et s'en rapporter avant tout à la loyauté et à l'esprit de décision d'un roi soutenu par son peuple.

Notre souverain a profité de la session du Parlement pour annoncer que l'ère des sacrifices demeurait ouverte et qu'il convenait de les accepter « pour réaliser les aspirations du pays. »

LE PALAIS ROYAL DE LA GRANJA EST EN FEU



C'EST LA RESIDENCE D'ÉTÉ DES SOUVERAINS ESPAGNOLS

MADRID, 2 janvier. — On mande de la Granja qu'un violent incendie a éclaté ce matin, vers 11 heures, au palais royal.

Le feu a pris naissance dans les bâtiments où est située la pharmacie. Les canalisations étant gelées, il a été impossible tout d'abord de combattre les flammes.

Le régiment d'artillerie lourde de Segovie, le personnel du palais royal, celui de la fabrique de cristal et une grande partie de la population de la ville combattent l'incendie. Le sinistre a pris rapidement de très grandes proportions et le feu a attaqué la partie du palais appelée Colegiata, puis a gagné l'édifice entier qui a été bientôt entouré de flammes. Il est impossible actuellement de pénétrer dans le palais royal.

Dès les premiers moments, de nombreux objets d'art et des bijoux de grande valeur ont pu être mis à l'abri ; néanmoins, les pertes sont très importantes.

D'après des nouvelles postérieures, le feu, activé par un vent violent, continue à se propager, et les sauveteurs sont incapables de combattre les progrès du sinistre. On craignait de voir les flammes gagner les bâtiments adjacents Casa

« Nous revenons de Jassy. Nous avons vu le roi. Nous pouvons dire qu'il n'est pas animé par le sombre espoir de ceux qui veulent lutter coûte que coûte. L'énergie est celle que l'on puise dans une foi sincère, intelligente. Le roi Ferdinand a confiance. Il n'a pas cet optimisme qui a été si souvent mis en cause au cours de cette guerre, mais une confiance établie sur des faits... et sur des forces entraînées.

La Roumanie veut utiliser toutes ses ressources militaires. Elle le peut, elle le doit.

Les maximalistes qui se heurtent à cette résolution peuvent multiplier leurs notes comminatoires : ils n'entraveront pas la marche des événements, et les nouvelles que vous recevrez ces jours-ci, et aujourd'hui peut-être... confirmeront mes paroles. »

Les commissaires du peuple reconnaissent l'indépendance de la Finlande

PETROGRAD, 2 janvier (source maximale). — Répondant à la sommation du gouvernement finlandais en ce qui concerne la reconnaissance de l'indépendance de la République de Finlande, le conseil des commissaires, en plein accord avec le principe de la libre disposition du sort des nations, ordonne de proposer au Comité central exécutif : 1^o de reconnaître l'indépendance politique de la République finlandaise ; 2^o d'instituer, par un accord avec le gouvernement finlandais, une commission spéciale de représentants des deux pays pour élaborer les mesures qui dériveront de la séparation de la Finlande et de la Russie.

Cette commission sera composée du président du conseil des commissaires, des commissaires Stenberg, Kareline, Trotsky et Staline ; des gérants des affaires du conseil des commissaires Bontch et Bontchevitch et du secrétaire du conseil des commissaires Gorbounof. (Havas.)

La Russie fournirait du blé aux puissances ennemies

ZURICH, 1^{er} janvier. — On télégraphie de Berlin que les négociations engagées entre la Russie et les puissances centrales ont abouti à la signature d'une convention provisoire concernant l'exportation du blé russe en Allemagne, en Autriche, en Bulgarie et en Turquie.

La délégation russe et les délégations des puissances centrales ont décidé de fonder un syndicat pour l'achat des blés de Russie. Ce syndicat sera composé d'importateurs de blés sous le contrôle des différents gouvernements intéressés.

Les livraisons seront faites au département impérial allemand, qui sera chargé de répartir les quantités importées entre l'Allemagne et ses trois alliés. D'autres syndicats seront formés en Autriche, en Bulgarie et en Turquie pour coopérer avec le syndicat allemand. (Radio.)

L'hiver, la neige ! Vous allez avoir besoin, Mesdames et Messieurs, de vous chauffer ! ! ! Rendez visite à « Tommy » qui vend mieux et 5 à 10 francs meilleur marché que n'importe où. Magasins, 1, rue de Provence ; 23, rue des Martyrs, et 81, passage Brady.

LES CONTES D'EXCELSIOR
LA DERNIÈRE PAVANE
PAR
JACQUES CÉSANNE

On ne parlait, à Madrid, que de la rupture élatante qui était survenue entre la reine Marie-Louise de Parme et sa dame d'honneur, la duchesse d'Avila.

La cause ? On la devinait : Godoi, le favori de la reine, don Manuel Godoi y Alvarès de Faria, duc d'Alcudia — sur-nommé le prince de la Paix, depuis qu'il avait signé le traité de Bâle avec la République française — Godoi montrait quelque empressement auprès de la belle duchesse. Et cet homme, qu'elle avait pris simple garde du corps pour en faire, à vingt-cinq ans, un président du Conseil et un grand d'Espagne, Marie-Louise n'admettait pas qu'il eût d'yeux pour d'autres femmes que pour elle.

Impérieuse, hautaine, avec des prunelles ardentes qui, dans son visage maigre, brillaient comme des escarboucles, et ferveur d'élégance, c'était elle qui lançait, à Madrid, la mode de... Paris.

Et par cette après-midi d'octobre 1795, où les rayons d'un doux soleil d'automne versaient, dans l'air attiédi, comme une dernière ivresse, elle était apparue sur le Prado.

Elle avait, ce jour-là, une robe de taffetas feuille morte, agrémentée d'une bordure en martre zibeline de l'effet le plus rare. Et la toque de même fourrure qu'elle portait n'était qu'une toque comme les autres ; cependant on comprenait, à la voir, qu'elle n'avait pas été façonnée par des mains madrillènes.

Tout à coup, la reine se mordit les lèvres. Elle désigna, d'un geste bref, à sa suivante, une jeune et jolie personne qui se promenait innocemment, vêtue, comme elle l'était elle-même, d'une robe de taffetas feuille morte, bordée de zibeline, et coiffée, comme elle aussi, d'une toque de même fourrure :

— Cette femme, là-bas, quelle est cette femme ?

La dame d'honneur ne put répondre. La reine commanda :

— Informez-vous.

Le lendemain, elle savait. La promeneuse du Prado n'était ni quelque noble étrangère, ni quelque bourgeoise huppée, ni même quelque nouvelle recrue du bataillon de Cythère. C'était — ô honte ! — la troisième fille de chambre de la duchesse d'Avila.

La duchesse avait, en effet, chargé son intendant de se procurer à Paris, quel qu'en fût le prix, chacun des costumes commandés par la reine, et cet homme, bien stylé, avait de point en point accompli sa mission.

L'affront, tout grand qu'il fût, devait se préciser et s'aggraver le soir même. Car, lorsqu'elle eut pris sa place à l'Opéra, dans la loge royale, Marie-Louise, qui arborait une tunique de gaze d'or, rehaussée de pierreries, put apercevoir, au milieu des fauteuils de balcon, la promeneuse du Prado, vêtue d'identique façon. Et, bientôt, les regards des spectateurs se portaient de la souveraine à la camériste, et de la camériste à la souveraine, et les visages s'éclairaient d'ironiques sourires.

Rien, dans l'attitude de Marie-Louise, ne put faire soupçonner la haine qui gonflait son cœur. Mais, quand elle se trouva seule, elle se surprit à dire :

— La duchesse n'aura pas le dernier mot, ou j'y perdrai ma couronne !

Exilée de la cour, la duchesse donna des fêtes... On y vint avec d'autant plus d'empressement qu'on était sûr d'y trouver des plaisirs sans contrainte dans un cercle sans étiquette.

Elle était jeune, gracieuse, jolie, riche de l'immense fortune que lui avait laissée feu le duc son époux : tout ce que Madrid comptait d'hommes illustres par leur naissance, leur talent ou leur esprit se mit à fréquenter chez elle, y compris, dit-on, Godoi.

La riposte ne fut pas longue à venir. Deux fois l'incendie devora ce palais qui éclipait celui de la reine.

Deux fois la duchesse le fit reconstruire. Même elle le rendit plus beau qu'il n'avait jamais été, comme un écrin sans pareil pour les splendeurs de l'art qu'elle s'était plu à y réunir.

Alors, elle invita ses intimes et les traita avec tout ce que la magnificence peut offrir de plus enchanteur. Le matin venu, elle leur dit :

— Une dernière pavane, mes amis, dans cette demeure que je n'aurai édifiée que pour vous. Puis, quand vous m'aurez quittée, le ciel s'illuminera comme pour une apothéose. N'allez pas croire que ce soit l'aube naissante qui, devant son heure, dissipe devant vous les fantômes de la nuit. Non... Ce sera le palais où vous m'aurez fait la grâce de venir qui flambera comme une torche, dans la ville endormie. Car je ne veux laisser à nulle autre personne, si haut placée soit-elle, le plaisir de brûler ma maison : je me chargerai de ce soin-là moi-même. Dansons, mes amis, la dernière pavane...

Au son des violes, des tambourins et des hautbois, dans ces salles où, l'instant d'après, les murs allaient craquer parmi les flammes, la pavane commença.

Mais la duchesse en avait trop dit : à peu de temps de là, elle succombait, en pleine jeunesse, aux atteintes d'un mal mystérieux contre lequel les lumières de l'art ne furent d'aucun secours.

Lorsque, en 1808, nos troupes victorieuses entrèrent dans Madrid, elles ne virent, à la place de ce qui avait été le palais de la duchesse, que des débris et des ruines, tristes témoins d'une lutte inégale et cruelle.

Jacques CÉSANNE.

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

RECONNAISSANCES ENNEMIES SUR LE FRONT ANGLAIS

Ces opérations de sondage sont-elles le prélude de la prochaine offensive ?

Sur le front italien, l'ennemi n'a pas plus réagi dans la région de Zensano que dans celle du mont Tomba ; les Autrichiens avouent que leurs troupes ont été ramenées sur la rive gauche de la Piave, ce qui indique que ce repli est considéré par eux comme définitif.

Différents coups de main ont été tentés par l'ennemi sur les positions conquises, en novembre dernier, par les troupes britanniques au sud et au sud-est de Lens. Le dégagement de Lens peut entraîner dans les intentions des Allemands. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que s'ils pro-



noncent une offensive sur le front occidental elle ne sera pas limitée à un secteur ni même à une région de ce front, l'expérience ayant montré que toute progression obtenue sur une étendue limitée n'a pas de conséquences stratégiques ou n'en a que de faibles.

Nous avons nous-mêmes donné l'exemple de la méthode à employer quand nous avons combiné nos attaques de l'Aisne avec celles de nos alliés entre Arras et Lens, de manière à provoquer dans la ligne de l'ennemi un saillant qu'il serait ensuite obligé de réduire. Les Allemands, qui n'ont pas inventé cette méthode, sauront sans aucun doute nous l'emprunter. Mais nous saurons aussi trouver la riposte efficace.

Jean VILLARS.

Un conseil de la Couronne se réunit à Berlin

ZURICH, 2 janvier. — On télégraphie de Berlin qu'un conseil de la Couronne a été tenu aujourd'hui sous la présidence du kaiser.

LES COMMUNIQUES OFFICIELS

CEUX DE L'ENTENTE :

Front français

14 HEURES. — Canonnade intermittente en quelques points du front.

Nous avons réussi un coup de main dans la région au nord de Courtecon et ramené des prisonniers.

Rencontres de patrouilles au sud de Corbeny.

Nuit calme partout ailleurs.

AVIATION. — Nos pilotes, au cours de nombreux combats aériens, ont abattu dans la journée d'hier quatre avions allemands.

En outre, deux autres appareils ennemis, gravement endommagés, sont tombés dans leurs lignes.

23 HEURES. — Rien à signaler au cours de la journée, en dehors d'une assez grande activité d'artillerie dans le secteur Beaumont-Bois des Caurières.

Front britannique

13 HEURES. — Hier, dans la soirée, à la faveur d'un gros bombardement, trois détachements ennemis tentèrent un raid sur nos positions vers Méricourt (sud-est de Lens). Les détachements ennemis furent désorganisés par le feu de notre artillerie et ne purent atteindre nos tranchées. Ils furent attaqués dans la zone intermédiaire par nos patrouilles, qui leur firent subir de nombreuses pertes et s'emparèrent de quelques prisonniers.

Plusieurs autres raids furent tentés par l'ennemi, au cours de la nuit, au sud de Lens, à la colline 70, vers la route de Menin et au nord de Passchendaele. Tous furent repoussés. Nous avons fait quelques prisonniers de plus au cours de ces rencontres.

20 HEURES 55. — A la suite des coups de main signalés dans le communiqué de ce matin, l'ennemi a tenté la nuit dernière une attaque sur un de nos postes de la région d'Oppy. Il a été rejeté avant d'avoir pu aborder nos lignes.

Recrudescence de l'activité de l'artillerie ennemie cet après-midi vers le canal d'Ypres-Comines.

Aucun événement important à signaler sur le reste du front.

AVIATION. — L'aviation a montré hier une très grande activité. Nous avons fait de nombreux réglages et pris un grand nombre de clichés des premières lignes et zones arrière ennemies. Plus de deux cents bombes ont été jetées sur divers objectifs, parmi lesquels se trouvent le champ d'aviation d'Ingelmunster et un important dépôt de munitions de la région de Courtrai.

Deux appareils allemands ont été abattus en combats aériens et deux autres contraints d'atterrir désarmés. Un cinquième aéroplane ennemi a été abattu dans nos lignes par nos canons spéciaux. Un des nôtres n'est pas rentré.

Front belge

Au cours de la journée du 1^{er} janvier, l'activité d'artillerie a été peu intense. Dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier, un détachement ennemi, protégé par de violents barrages, parvint à prendre pied dans un de nos postes de la région de Merckem. Une énergique contre-attaque prononcée immédiatement par nos troupes chassa du poste les Allemands, qui laissèrent plusieurs prisonniers entre nos mains.

Pendant la journée du 2 janvier, légère activité d'artillerie.

KALEDINE A MOBILISÉ EN VINGT-QUATRE HEURES TOUTE LA POPULATION DU DON

Une grande bataille aurait eu lieu entre les troupes ukrainiennes et les bolcheviks : ces derniers auraient été battus.

LONDRES, 2 janvier. — On mande de Petrograd, 31 décembre, au Times :

« Toute la population, hommes et femmes, de la vallée du Don a été mobilisée. »

« Les jeunes gens de moins de vingt ans et toutes les femmes seront employés sur les voies de communications, ainsi qu'à des travaux à l'arrière. »

« La mobilisation s'est effectuée dans l'espace de vingt-quatre heures. »

« Tous les hommes d'âge militaire sont déjà sous les armes. »

« Des milliers d'officiers des troupes régulières affluent à l'armée de Kaledine, estimant que la vie qu'on leur fait maintenant est intolérable. »

« Kaledine aurait organisé un corps de plus de vingt mille gradés. »

« Alexandrovsk a été occupée par les cosaques sans résistance ; les bolcheviks ont été désarmés. »

« Les maximalistes occupent encore certains districts miniers, mais l'envoi de charbons vers le nord de la Russie a cessé. »

« Les Austro-Allemands détenus au camp de Tozno, près de Petrograd, ont reçu des armes et terrorisent la région, pillant de nombreuses maisons. »

Les troupes ukrainiennes auraient battu les bolcheviks

COPENHAGUE, 2 janvier. — Une dépêche de Petrograd reçue par le *Dagens Nyheter* de Stockholm, via Haparanda, annonce qu'une grande bataille a eu lieu entre les forces bolchevistes et les cosaques ukrainiens, sur le front sud-ouest.

Les bolcheviks ont été complètement défaits, après avoir subi de lourdes pertes. Les cosaques ont fait 400 prisonniers et ont capturé 8 canons lourds et 328 mitrailleuses.

La dépêche ajoute que les forces bolchevistes, en déroute, sont talonnées par les cosaques.

Selon une autre dépêche, deux officiers et quelques douzaines d'hommes auraient été tués au cours de cette bataille.

L'Entente répondra-t-elle aux propositions austro-allemandes ?

LONDRES, 2 janvier. — On mande de Washington au Times :

La réponse qui sera faite aux conditions austro-allemandes lorsqu'elles seront présentées aux Alliés par les maximalistes fait l'objet d'échanges de vues entre Washington, Londres et Paris.

Il n'a pas encore été décidé si une réponse y sera faite par MM. Wilson, Lloyd George et Clemenceau, mais la substance de cette éventuelle réponse sera entièrement basée sur la récente adresse de M. Wilson au Congrès.

Il est possible qu'on y insiste sur ce fait que tout espoir de paix est rendu futile de prime abord par l'impossibilité de faire

confiance aux dirigeants actuels de l'Allemagne.

Le gouvernement maximaliste désigne des ministres plénipotentiaires

LONDRES, 2 janvier. — Un sans-fil de l'Ambassade fait connaître les décisions suivantes du gouvernement russe :

« Les Soviets nomment, par le présent décret, le citoyen Litvinof, plénipotentiaire provisoire au commissariat du peuple russe pour les Affaires étrangères à Londres. »

« Le citoyen Kurpinsky est nommé plénipotentiaire provisoire à Genève. »

« Tout le personnel de l'ambassade ainsi que la mission militaire et généralement tous les fonctionnaires de la République russe actuellement en Grande-Bretagne ou en Suisse sont invités à remettre aux citoyens Litvinof et Kurpinsky, à la première réquisition, tous documents et papiers d'affaires ainsi que les sommes représentant les fonds d'Etat de la République russe actuellement à leur disposition. »

Les Invalides recevront des grands blessés

Il n'a pas fallu trois jours à M. Clemenceau pour réaliser cette réforme

M. Clemenceau a visité, le 1^{er} janvier, les Invalides et a constaté, au cours de sa visite, qu'il y a dans cet hôtel une place considérable pouvant être aménagée pour l'installation de nos blessés. Le président du Conseil, qui a donné à tous les services l'ordre de trouver dans les trois jours une solution aux problèmes administratifs qu'ils ont à examiner, vient de montrer l'exemple.

Hier, après un entretien avec le général Niox et M. Justin Godart, M. Clemenceau a soumis au président de la République un projet de décret que celui-ci a revêtu aussitôt de sa signature.

L'établissement, rattaché au sous-secrétariat d'Etat du service de Santé, recueillera les grands blessés incurables qui occupent longuement des lits dans des hôpitaux militaires et qui sont des candidats tout désignés pour l'admission comme pensionnaires soit aux Invalides, soit dans des annexes à créer en province.

On y pourrait également accueillir les retraités ayant à recevoir des soins particuliers ou à subir des interventions chirurgicales nécessitées par les conséquences de leurs blessures.

En dehors de la modification que nous signalons, rien ne sera changé à l'organisation des Invalides. Comme par le passé, le distingué général Niox continuera à exercer ses hautes fonctions de gouverneur du Palais et de conservateur du Musée de l'Armée.

Front italien

Pendant la journée, actions habituelles d'artillerie. Les batteries italiennes et anglaises ont provoqué l'explosion de deux dépôts de munitions ennemis à Fontigo et au sud de Conegliano. Des patrouilles anglaises ont attaqué les avant-postes adverses, leur infligeant des pertes et faisant des prisonniers.

Une dizaine de bateaux chargés de troupes qui attendaient d'aborder sur la rive droite de la Piave, à Intertadura, ont été dispersés par notre feu.

Des avions et des batteries britanniques ont abattu trois avions ennemis. Deux autres sont tombés à la suite de combats aériens avec les avions italiens et français.

Dans le courant de la nuit, des avions ennemis ont jeté quelques bombes sur Mestre et sur Trévise sans causer de victimes ni de dégâts et ont bombardé Bassano, où l'on doit déplorer un seul mort ; cinq personnes ont été blessées ; il y a eu de légers dégâts.

Nos escadrilles ont bombardé les camps d'aviation de la Comina et d'Aoiano et ont provoqué de vastes incendies.

Des mouvements de troupes ennemies à la gare de Sostino di Livenza ainsi que des baraquements ont été efficacement atteints par un de nos dirigeables.

Front de Macédoine

(1^{er} janvier). — Activité d'artillerie dans la région de Guevgueli et sur les pentes orientales du Vetrenik.

Calme sur le reste du front.

Des avions ennemis ont bombardé des ambulances en arrière du front de Monastir.

CEUX DE L'ENNEMI :

Fronts allemands

THEATRE OCCIDENTAL DE LA GUERRE. — Groupe d'armées du kronprinz Rupprecht. — Depuis Dixmude jusqu'à la Deule, l'activité de l'artillerie s'est intensifiée à partir de midi dans certains secteurs. Au nord et au sud de Lens, en connexion avec d'heureuses opérations de reconnaissance exécutées par les nôtres, elle s'est ranimée passagèrement. De même, entre Arras et Saint-Quentin, la canonnade s'est accentuée par intermittence.

Groupe d'armées du kronprinz. — Au nord de Prosmes et de part et d'autre d'Ornes, l'activité de combat a augmenté. Des incursions effectuées sur plusieurs points du front nous ont permis de capturer un certain nombre de Français.

THEATRE ORIENTAL DE LA GUERRE. — Rien à signaler.

FRONT DE MACEDOINE. — Aucun événement particulier.

FRONT ITALIEN. — La canonnade a été vive par moments sur le plateau d'Asiago et dans la région du Tomba.

Fronts autrichiens

THEATRE ORIENTAL DE LA GUERRE. — Armistice.

THEATRE ITALIEN DE LA GUERRE. — Sur le plateau d'Asiago, dans la région du mont Tomba et sur la Basse-Piave, combats d'artillerie par intermittence.

Le 26 décembre, au matin, nous avons ramené sans peine, sur la rive gauche de la Piave, nos troupes qui occupaient la position de la boucle de Zensano ; l'ennemi, qui ne s'est aperçu de cette évacuation que le 31 décembre, n'a cessé jusqu'à ce jour de bombarder avec son artillerie et ses lance-bombes ces positions de couverture abandonnées.

LA CINQUIÈME JOURNÉE D'UNE CONFRONTATION

MM. Humbert, Lenoir et Desouches seront encore entendus samedi après-midi.

Cinquième journée de la confrontation entre MM. Charles Humbert, Lenoir et Desouches, hier après-midi, chez le juge Drioux.

Il y a été presque exclusivement question des incidents Munir pacha.

Au mois d'août 1915, Pierre Lenoir s'était rendu en Suisse, où il avait eu diverses entrevues avec l'ancien ambassadeur de Turquie à Paris, qui avait été chargé par le *Journal* de procéder à une enquête sur la situation économique des empires centraux. Le prix fixé avait été de 10.000 francs. Or, à son retour à Paris, Pierre Lenoir avait déclaré à M. Humbert qu'il n'avait réussi à traiter que pour 11.000 francs. M. Charles Humbert déclara que cette opération lui semblait suspecte.

Ce fut bien autre chose lorsque, en décembre, parvinrent au *Journal* les premiers articles de Munir pacha.

Le sénateur de la Meuse refusa de les insérer parce qu'ils étaient nettement favorables à l'Allemagne.

M. Humbert chargea M. Mouthon de voir Munir pacha. Celui-ci déclara qu'il avait suivi scrupuleusement les directions qui lui avaient été données par Pierre Lenoir.

Ce dernier, à la demande de M. Drioux et de M. de Moro-Giafferi, affirme qu'il n'avait discuté avec Munir pacha que la question de prix et qu'il n'avait donné à celui-ci aucune indication quant à l'esprit dans lequel devaient être conçus ses articles.

Pierre Lenoir ajoute :

— Tout au contraire, Munir pacha m'apparut comme un ardent francophile, et il me remit un manuscrit intitulé : *Histoire de la diplomatie turque depuis Napoléon I^{er} jusqu'à nos jours*, ouvrage favorable à la politique française.

— Oui, mais, interromp M. Humbert, dirige contre l'Angleterre et tendant à détacher la France de ses alliés.

Les inculpés discutent ensuite l'interview d'Hefferich, ministre des Finances d'Allemagne, qui parvint à Lenoir, du moins au dire de celui-ci, par un courrier spécial venant de Berne.

La confrontation se poursuivra samedi.

M. Caillaux sera interrogé vendredi

M^{re} Demange et Ceccaldi ont pris, hier, communication du dossier de l'affaire Caillaux-Loustalet-Comby, en vue du premier interrogatoire que le capitaine rapporteur Bouchardon fera subir vendredi à l'ancien président du Conseil.

L'affaire des métaux

Cet après-midi, le lieutenant Garnier, substitut du capitaine Laroche, rapporteur au 1^{er} conseil de guerre, procédera, dans l'affaire d'accaparement des métaux, au premier interrogatoire des inculpés assistés de leurs avocats. Le magistrat examinera en leur présence les documents saisis au cours des perquisitions.

Les inculpés sont au nombre de six ; ils ont fait choix comme défenseurs : MM. de Villers et Robergeol, de M^{re} Marcel Petit ; le soldat Roly, du batonnier Henri-Robert ; l'adjudant Bertin, de M^{re} André Lejeune ; Bauray, de M^{re} André Puech, et Mlle Berlandina, de M^{re} Arnaud.

Une carte de tabac serait créée en Angleterre

LONDRES, 2 janvier. — Selon la *Pall Mall Gazette*, il est probable que le gouvernement britannique établira bientôt la carte de tabac.

Toute la correspondance et toutes les communications concernant la rédaction et l'administration d'« Excelsior » doivent désormais être adressées :

20, RUE D'ENGHEN, PARIS (10^e)

Le ministre des Finances a décidé de mettre à la disposition du groupe parlementaire des députés de la gauche, qui préside M. Cuviniot, sénateur, les exemplaires restants des affiches illustrées commandées par son ministère pour le 3^e Emprunt.

Ces exemplaires seront vendus au profit de l'œuvre, à raison de 10 francs la collection de cinq affiches, à la galerie Devambez, 43, boulevard Malesherbes, à partir d'aujourd'hui jeudi, 3 janvier.

Blessés, Anémisés

retrouvent

SANTÉ, VIGUEUR, FORCES
par l'emploi du

VIN de VIAL
au Quina, Viande
et Lacto-Phosphate de Chaux

Son heureuse composition en fait le plus puissant des fortifiants et le meilleur des toniques que doivent employer toutes personnes débilitées et affaiblies par les angoisses et les souffrances de l'heure présente.

DANS TOUTES LES PHARMACIES

INFORMATIONS

— A Nice, sont en ce moment : Princesse Rospigliosi, comtesse de Lurcy, comtesse de Reinach-Cessac, Mme Monteiro de Barros, comtesse Jean Mantacheff, comtesse de Magalhães, comte Léon Van den Stegen, vicomte et vicomtesse de Reneville, etc., etc.

— Le professeur Gossel, l'éminent praticien, vient d'être élevé au grade de commandeur de la Légion d'honneur, à titre militaire, en sa qualité de médecin principal. Cette nomination sera chaleureusement accueillie dans le monde médical, où le réputé chirurgien de la Salpêtrière ne compte que des sympathies.

NAISSANCES

— Mme Terrière, femme du lieutenant-colonel commandant le 30^e d'artillerie, a donné le jour à une fille.

MARIAGES

— Le mariage du comte Hector de Béarn et de Mlle Henriette Olry-Rodière sera célébré le mardi 15 janvier, à midi, en l'église Saint-Philippe du Roule.

DEUILS

Nous apprenons la mort : De M. Piédilève, substitut du procureur de la République ;

De Mme Victor de Chazelles, née de Combes des Morelles, qui a succombé à Rion. Elle était la mère de la baronne d'Anchard et la grand-mère du lieutenant aviateur Pierre d'Anchard, chevalier de la Légion d'honneur, cité à l'ordre de l'armée, mort pour la France en 1915 ;

De M. Offroy, banquier, décédé en son domicile, 10, rue de Lisbonne ;

De Mme Edouard Cuy, femme du professeur à la Faculté de Droit, membre de l'Institut, décédée âgée de trente-cinq ans. Elle était la belle-sœur de M. Le Poittevin, professeur à la Faculté de Droit, assesseur du doyen, membre du conseil de l'Université ;

De Mme de Bosque, mère de M. de Bosque et de Mme Arman de Bernède ;

De Mlle Jane Higgins, sœur de M. Henry Higgins, décédée à Lausanne.

BIENFAISANCE

— Un certain nombre de dames de la colonie russe ont eu l'idée charmante d'offrir aux petits orphelins des régions libérées une très jolie fête d'hiver. Autour d'un magnifique arbre de Noël, dressé dans la grande salle de l'hôtel russe, se pressaient plus de trois cents enfants, qui, après une ample distribution de jouets et de vêtements chauds, assisteront à une représentation de guignol suivie d'un goûter. La joie reconnaissante des petits déshérités était touchante à voir, et les généreuses femmes auxquelles elle s'adressait furent ainsi récompensées de leur geste de protestation contre la défection de leur pays.

Prêter d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

JE GUÉRIS LA HERNIE

Ch. COURTOIS, SPÉCIALISTE-HERNIAIRE 30, Faubourg Montmartre, 30, Paris.

Quand jadis je guérais les hernies j'entendais par là que celui qui aura suivi mes conseils et porté mes appareils soit débarrassé à tout jamais des Bandages. Il ne s'agit pas seulement de porter un Bandage, faut-il encore qu'il soit fait spécialement pour votre cas et qu'il obtienne l'occlusion complète et immédiate de l'anneau herniaire, c'est-à-dire le premier pas vers la guérison. Grâce à mes nombreuses études j'ai pu établir un appareil scientifique conforme à l'anatomie humaine et j'affirme que lui seul obtient un soulagement immédiat. Il est simple, facile et d'une douceur telle qu'il peut se porter jour et nuit et permettre les plus durs travaux. Sa force de contention est telle que la hernie ne peut plus glisser, quelle que soit la position que l'on prenne. C'est un résultat qui n'a pu être obtenu par aucun appareil inventé jusqu'à ce jour. J'engage donc toutes les personnes atteintes de hernies, Efforts, Descendentes, à venir me voir. Conscient de la valeur de ma méthode et de mes appareils, je garantis la guérison par écrit.

CABINET D'APPLICATION ouvert tous les jours (même dimanches et fêtes) de 9 h. à 11 h. et de 2 h. à 6 h. Passage régulier tous les deux mois dans les principales villes de France.

CEINTURES VENTRIÈRES ANATOMIQUES

UNE PASTILLE VALDA EN BOUCHE

C'est la PRÉSERVATION des Maux de Gorge, Enrouements, Rhumes de Cerveau, Rhumes, Bronchites, etc.

C'est le SOULAGEMENT INSTANTANÉ de l'Oppression, des Accès d'Asthme, etc., etc.

C'est le BON REMÈDE pour combattre toutes les Maladies de la Poitrine.

RECOMMANDATION de toute IMPORTANCE

DEMANDEZ, EXIGEZ dans toutes les Pharmacies

Les Véritables PASTILLES VALDA

vendues seulement en BOITES de 4.75

portant le nom VALDA

VALDA

VALDA

VALDA

VALDA

VALDA

VALDA

VALDA

VALDA

VALDA

VALDA

VALDA

VALDA

VALDA

VALDA

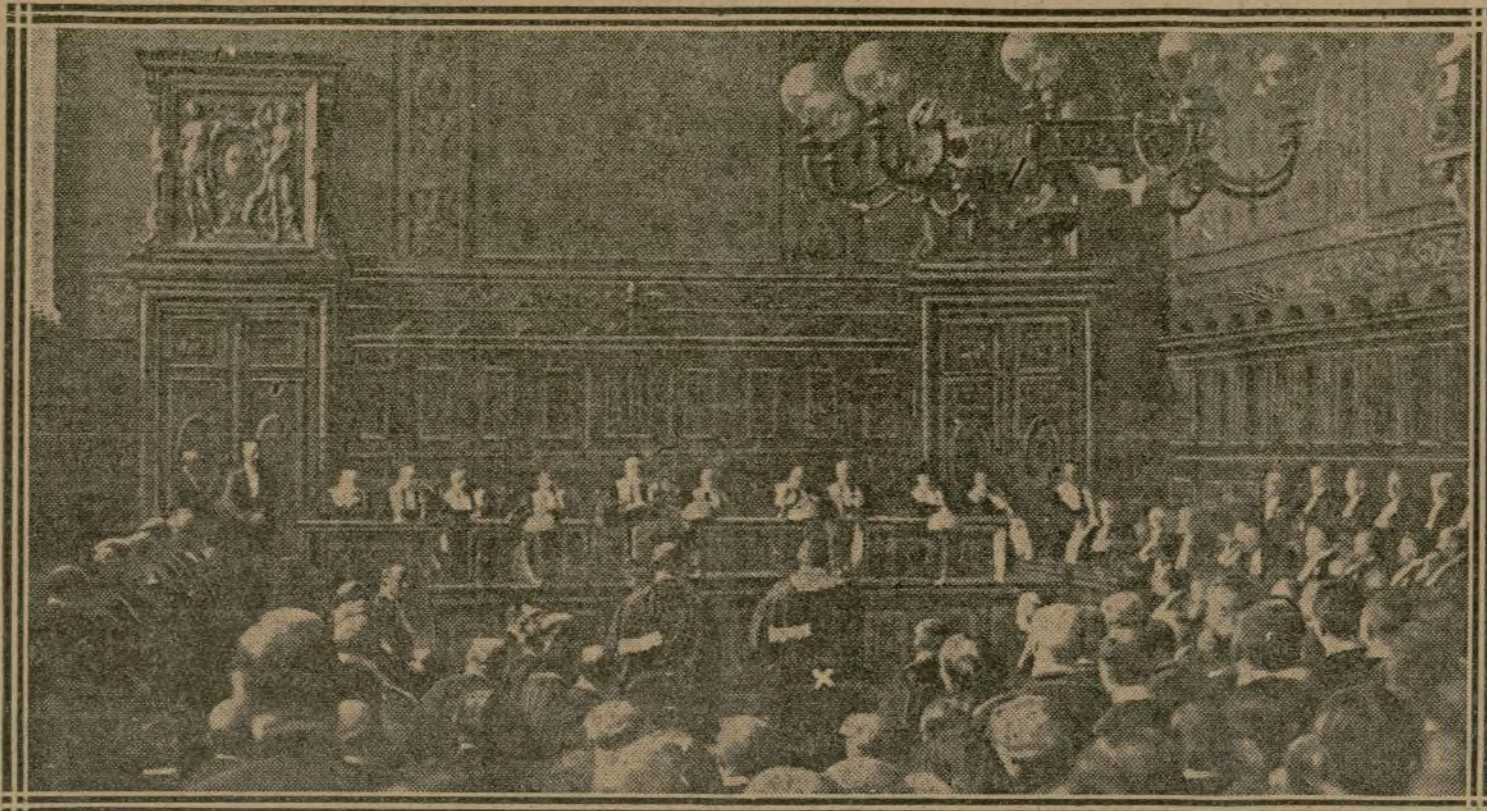
VALDA

VALDA

VALDA

VALDA

EXCELSIOR L'INSTALLATION DU PROCUREUR GÉNÉRAL



M. LESCOUVÉ (X) PRÊTE SERMENT DEVANT LA PREMIÈRE CHAMBRE DE LA COUR D'APPEL

Hier, M. le Premier Paul André présidant l'audience solennelle, M. Lescouvé, procureur général, a prêté serment devant la 1^{re} Chambre de la Cour. A cette audience assistait le Conseil de l'Ordre des avocats à la Cour d'appel, auquel, après la cérémonie, M. le

procureur général Lescouvé est allé rendre visite. Au cours de cette même séance, M. Scherdlin, procureur de la République, a également prêté serment. Quelques instants plus tard, il a été installé à la 1^{re} Chambre du Tribunal, présidée par M. Servin.

B L O C - N O T E S

UNE note officielle, communiquée aux journaux, nous informe que « le moratoire des loyers est prorogé jusqu'au 15 avril ».

Ayant payé très régulièrement mon terme depuis le commencement de la guerre, je ne suis pas personnellement intéressée par cette mesure. Ce qui m'a frappée, c'est le mot nouveau dont se sert l'autorité publique pour nous en notifier la nouvelle : « moratoire ». On disait naguère moratorium. Voilà un exemple qui pourrait être suivi par l'Assistance publique et le Service de santé ; et pourquoi désormais n'appellerions-nous pas un sanatorium un « sanatoire » ?

Car tout ce latin est un peu ridicule, et, comme dit le bonhomme Chrysale, nous sommes les gens de chez nous. Parlons donc français en France, et ne faisons point les pédants.

D'autant que quelques-uns se sont avisés de vouloir décliner ces substantifs, et de dire, et d'écrire : un moratorium, des moratoria ; un sanatorium, des sanatoria. Façon de parler qui semble toute naturelle aux « humanistes », aux personnes à qui l'on a appris le latin. Mais les autres ?

Car il faut penser aux autres, qui sont le plus grand nombre, et pour qui ce latin, si j'ose dire, est de l'hébreu. Je proteste donc — j'ai toujours protesté contre moratoria aussi bien que contre sanatoria — et je demande qu'en tout cas, si l'on persiste à se servir en français de mots qui ne sont pas français, on veuille bien les traiter comme s'ils l'étaient, les traiter en mots naturalisés, et s'abstenir de les décliner : un moratorium, des moratoriums ; un sanatorium, des sanatoriums... Cela, oui.

Où alors, si l'on tient à parler latin, qu'on étende le droit d'être déclines et conjugués à tous les mots qui le comportent. Pas de privilèges, et la même règle pour tout le monde !

Et l'on devrait dire, alors qu'on m'exécute de faire la pédante à mon tour : un velum, des vela ; un pensum, des pensa... On donne aux internes des lycées, les jours de sortie, un bulletin qu'on appelle un exeat (traduction : qu'il sorte) ; on devrait mettre ce mot au pluriel, s'il s'agit de plusieurs lycéens, et dire : « Ces jeunes gens ont-ils reçu leur exeat ? »

Un écolier qui a failli remporter un prix et s'en est approché sans le mériter tout à fait, reçoit un accessit, mot latin qui signifie : il s'est approché. Appliqué à plusieurs élèves, ce mot — si les partisans de moratoria et de sanatoria étaient logiques — devrait être employé, de même, au pluriel ; d'où résulterait cette formule : Prix : Théodore. Accessit : Louis, Jacques et Léon.

Le Ciel nous préserve d'un tel jargon ! SONIA.

Réceptions d'antan

Jadis, le 2 janvier était, chaque année, consacré aux réceptions officielles dans les administrations. Les ministres recevaient leur personnel.

Les directeurs présentaient les chefs de bureau, qui présentaient leurs rédacteurs et expéditionnaires.

Les écrivains satiriques ont beaucoup exercé leur verve aux dépens de ces solennités. Ils ont peint, non sans cruauté, les extraordinaires redingotes, les non moins extraordinaires chapeaux de soie et les gants plus extraordinaires encore que les salons ministériels voyaient défiler ce jour-là.

SAVON MENAGE, carton postal 10 k. 25 fr. Silicaté 23 fr., éco gare, mand. d'av. c. remb. 60 c. en plus : éch. 50 c. ROMAN, Châteaufort, 67, Marseille.

VIÉLLIR, c'est Blanchir.
Vous ne vieillirez jamais si, pour votre chevelure, vous employez **La PETROLEINE du D^r Jammes**, qui arrête la chute des cheveux, fortifie leur croissance et les empêche de blanchir. Les personnes qui l'emploient ont toujours une chevelure souple, soyeuse, brillante et sans pellicules.
PRIX : 4 fr. dans les pharmacies.
(Dépôt : G. Jammes)

LE "REGYL" guérit maladies d'ESTOMAC anciennes

Peut-être la satire avait-elle tort. Ces cérémonies avaient quelque chose de touchant. Des employés modestes gardaient toute l'année le souvenir de la poignée de main que leur avait donnée le grand chef. Ce souvenir leur conseillait le dévouement le jour où il fallait donner un coup de collier.

Le ministre en profitait pour adresser quelques paroles émus à ses subordonnés, et cela n'était pas si ridicule.

Dans les dernières années, quand les réceptions officielles avaient déjà perdu un peu de leur importance, les employés malins en tiraient un profit qu'ils goûtaient fort : ils se dispensaient d'aller à la réception, et le 2 janvier était ainsi pour eux un simple jour de congé.

Le jour de congé a disparu avec les réceptions elles-mêmes.

Les employés le regrettaient, si les ministres sont heureux d'être débarrassés d'une cérémonie fastidieuse.

Ajoutons un détail. Napoléon, à qui rien n'échappait, avait prévu les railleries auxquelles pourraient donner lieu les accoutrements des fonctionnaires aux jours de grande réception. Aussi, dans ses prescriptions protocolaires, l'empereur avait-il soigneusement ordonné le costume de tous les employés jusqu'au grade de sous-chef de bureau inclusivement.

Ces messieurs devaient défiler en habit à la française avec l'épée au côté !

Mais cette prescription ne fut jamais obéie.

L'envers d'une réforme

Les campagnes de presse ne sont pas entièrement inutiles, et la preuve c'est qu'on remarque tout de même une diminution assez sensible du nombre des cartes de visite envoyées à l'occasion du jour de l'an.

Cette forme de politesse ne paraît pas compatible avec l'état de guerre.

En revanche, le nombre des souhaits par télégramme augmente considérablement. Beaucoup de gens aiment à se manifester ainsi à leurs amis, à l'instar des souverains et autres chefs d'Etat.

Cela assure une recette supplémentaire à notre budget, qui ne s'en plaint pas.

Mais il est également très chic de se servir du téléphone. Surprendre ses amis le matin du 1^{er} janvier par un cordial : « Allo ! Je vous la souhaite bonne et heureuse » est tout à fait charmant.

Seulement, cela augmente le service des démoiselles du téléphone, et cela ne rapporte rien à l'Etat.

C'est pourquoi M. L.-L. Klotz ne goûte que modérément cette façon de remplacer la carte de visite.

Des déshérités

Excelsior parlait l'autre jour de la fondation d'un restaurant économique pour les officiers dont la vie chère fait sentir la nécessité.

On nous prie de signaler une catégorie de militaires qui auraient bien besoin que l'on fit aussi quelque chose pour eux. Ce sont les soldats « vivant au prêt franc », lesquels touchent chaque jour une somme de 1 fr. 47 centimes 1/2, à charge pour eux de se nourrir à leurs frais.

En temps ordinaire, être au prêt franc est regardé comme un enviable privilège. Mais aujourd'hui, au prix où sont les denrées, c'est chose tout à fait ruineuse.

La plupart de ces hommes sont au prêt franc pour raison de santé.

Beaucoup ne sont pas riches. Comment peuvent-ils se nourrir, soit au restaurant, soit à la cantine, avec 1 fr. 47 par jour ?

On sait les prix des plus modestes restaurants.

A la cantine d'une caserne de Paris, les

prix contresignés par le chef de corps sont : deux œufs, 1 franc ; un morceau de bœuf, 70 centimes ; un légume, 30 centimes ; fromage, 15 centimes ; bière, 65 centimes. Avec le pain, il est impossible de faire un repas modeste à moins de 1 franc 75 centimes.

Si l'homme au prêt franc a la prétention de manger deux fois dans sa journée, il en est fortement de sa poche.

Ne pourrait-on faire quelque chose pour ces soldats ? Ne pourrait-on pas, par exemple, les traiter comme les sous-officiers et les employés civils des casernes, qui ont un mess où le repas coûte 80 centimes ?

Pour deux repas, ils n'auraient ainsi qu'à ajouter trois sous au montant de leur prêt.

Les cigares du maréchal

Quand le maréchal Joffre débarqua en Amérique, une grande firme de tabac de New-York lui demanda l'autorisation de donner son nom à un cigare.

Le maréchal accorda l'autorisation sollicitée.

Aussitôt, dans tous les Etats-Unis, le cigare à la mode fut le *Maréchal-Joffre*. C'est un magnifique cigare grand comme une petite torpille, qui se présente enveloppé d'une feuille de papier de soie. Le nom du maréchal y est gravé entre un drapeau français et un drapeau américain en couleurs.

Depuis qu'il est de retour, c'est ce cigare-là que le maréchal offre à ses amis.

Les fumeurs de l'Académie espèrent bien en goûter les délices prochainement.

L'esprit du front

Le *Petit Echo* du 18^e territorial a eu une idée. Ayant appris que pendant la dernière journée de la révolution russe, celle qui donna le pouvoir aux maximalistes, une foule mémorane, dédaigneuse de la fusillade, se pressait dans un théâtre de Petrograd où elle applaudissait Chalapine, le *Petit Echo* fait cette réflexion :

« Puisqu'on cherche un homme en Russie, pourquoi ne pas prendre le fameux chanteur comme dictateur ? »

« Chalapine aurait quelque chance de mettre l'harmonie dans le chaos moscovite et tout son programme tiendrait dans ce vieux proverbe : « La musique adoucit les mœurs ».

LE PONT DES ARTS

Une voix d'Italie. Ce n'est pas celle de Battistini... Et pourtant elle est également bien habile, bien chande, bien sensible, bien enthousiaste et bien capiteuse : c'est la voix d'un excellent orateur, nommé Paolo Orano, qui nous arrive d'outre les monts, sous la forme d'un livre intitulé : *La spada sulla bilancia L'Epée dans la balance*. La France est admirée et choisie tendrement, en ces pages aussi charmantes qu'entraînantes. Et, pendant que nos soldats se battent là-bas, il est doux d'entendre si bien dire, en italien, combien ils sont aimés.

Pour remédier à l'insuffisance de l'information religieuse en France, MM. René Bazin, de l'Académie française ; le P. Janvier, le célèbre conférencier de Notre-Dame ; le chanoine Soulanges Bodin, curé de Saint-Honoré d'Eylau ; Léonce de Grandmaison, directeur des Etudes ; J. de Sesseval, le vicomte Maurice de Lestrang, Emile Lafuma-Girard, Edouard Colmant, fondent les *Nouvelles religieuses*.

Le nouvel organe, bi-mensuel, ne sera pas une revue, mais un bulletin d'information religieuse documentaire. Aucune politique de parti, aucune tendance d'école ne sera admise dans les *Nouvelles religieuses*, qui seront simplement catholiques et nationales.

Les *Nouvelles religieuses* seront dirigées par deux rédacteurs en chef : MM. Paul Joseph Aubert et Maurice Vauvassard. Le premier numéro paraîtra, croyons-nous, le 15 janvier.

LE VAILLEUR

PARQUET

Le 30/00 (non lib.)

5/0/00 libéré...

5/0/00 amorti...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

3/0/00...

THÉÂTRES

La Journée :

Opéra, 7 h. 30, *Thaïs*.

Comédie-Française, 1 h. 30, l'Abbé Constantin ; 7 h. 45, *On ne badine pas avec l'amour*, les *Précieuses Ridicules*.

Opéra-Comique, 1 h. 30, *Manon* ; 7 h. 45, *Béatrice*.

Odéon, 1 h. 45, *Horace*, le *Dépit amoureux* ; 8 h., *L'Affaire des poisons*.

Gaité-Lyrique, 2 h. 30, la *Reine de Chypre* ; 8 h., la *Fille de Mme Angot*.

Vauvassard, 2 h. 30 et 8 h. 30, la *Marraine d'Escouade*.

Variétés, 2 h. 30 et 8 h. 15, *Polichinelle* et *Polichinelle*.

Gymnase, 2 h. 45 et 8 h. 45, *Petite Reine*.

Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, *Grand-Père*.

Antoine, 8 h. 10, les *Buteurs* et la *Finelle*.

Porte-St-Martin, 8 h. 15, *Grand-Père*.

Tréport-Lyrique, 2 h. 15, *Veronique* ; 8 h., le *Petit Duc*.

Châtelet, 2 h. et 8 h., la *Course au bonheur*.

Sarah-Bernhardt, 8 h. 30, les *Nouveaux riches*.

Th. Réjane, 2 h. 30 et 8 h. 30, la *13^e chaise*.

Apollo, 2 h. 15 et 8 h. 15, *L'Homme à la clef*.

Palais-Royal, 8 h., 30, le *Compartment des dames seules*.

Athènes, relâche.

Bouffes-Parisiens, relâche pour répétitions.

Nouvel-Ambigu, 8 h. 30, le *Système D*.

Renaissance, 2 h. 30 et 8 h. 30, les *Dragées d'Her-cule*.

Cluny, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Quatre femmes et un caporal*.

Déjazet, 8 h., les *Femmes à la caserne*.

Edouard-VII, 2 h. 45 et 8 h. 45, la *Petite bonne d'Abraham*.

Femina, relâche pour répétition de la revue *Chut*.

Capucines, relâche pour répétitions générales du nouveau spectacle.

Th. Michel, 8 h. 45 *Judith*.

Grand-Guignol, 8 h. 15, *Voyage à deux* ; les *Monstres*.

Scala, 8 h., *Occupe-toi d'Amélie*.

Comédie-Martin, 8 h. 30, la *Mariée du Touring Club*.

Caumartin, 8 h. 45, la *Tamhe* ! fantaisie-revue en 2 actes et 25 tableaux.